

LA 'BIOGRAPHIE' : PARENTÉ INCONTRÔLABLE ET SOUILLURE POLITIQUE DANS L'ALBANIE  
COMMUNISTE ET POST-COMMUNISTE

*Gilles de Rapper*

[1] Dans la société albanaise de l'époque communiste (1944-1991) et, d'une certaine manière, aujourd'hui encore, chaque individu est défini, jugé et classé par ce que l'on appelle sa 'biographie' (*biografi*). Il s'agit d'une évaluation, en termes politiques, de la personnalité, des actes et des antécédents familiaux d'un individu, évaluation qui détermine en grande partie l'attitude des autorités, et aussi celle de son entourage, à son égard.

[2] Contrairement à la 'lutte des classes' (*lufta e klasave*) et à la 'dictature du prolétariat' (*diktatura e proletarietit*), la biographie ne semble pas faire partie des concepts officiels du régime. En 1980, le *Dictionnaire de la langue albanaise d'aujourd'hui* donne du mot *biografi* une définition sans connotation politique, qui ne fait que refléter l'interprétation vernaculaire qui est attestée dans les propos entendus aujourd'hui. La biographie y est définie comme 'la description de la vie d'une personne'; ce sont 'les données sur la vie et les actions de quelqu'un'. À titre d'exemple, le dictionnaire mentionne 'une biographie riche, *e pasur* (ou propre, *e pastër*)' et la locution 'faire (ou écrire) la biographie'. On peut déjà relever la dimension morale de l'expression 'biographie propre, nette' (comme on dit de quelqu'un qu'il a la conscience nette, *ndërgjegje e pastër*). Le dictionnaire ajoute un emploi péjoratif dans l'expression *i bëri biografinë*, 'il lui a fait la biographie', qui signifie : 'il a dit tout ce qu'il savait sur quelqu'un, en médissant contre lui' (*tha gjithëka që dinte për një njeri, duke e marrë nëpër gojë*) (Kostallari 1980 : s. v.).

[3] De manière sans doute révélatrice, le dictionnaire ne mentionne pas les emplois les plus courants du mot dans les deux formules opposées : 'bonne biographie' (*biografi e mirë*) et 'mauvaise biographie' (*biografi e keqe*), de même qu'il ne connaît pas le mot *klon*, qui désigne la clôture de fil de fer barbelé qui, jusqu'en 1991, doublait la ligne frontière pour en rendre l'accès impossible depuis l'intérieur du pays, et qu'il donne une définition chargée

d'euphémisme de l'exil intérieur (*internim*), une des condamnations les plus courantes auxquelles s'exposaient les gens à 'mauvaise biographie'. C'est dans la langue vernaculaire que tous ces mots sont le plus chargés de sens.

[4] Les ouvrages consacrés par les auteurs occidentaux à l'Albanie communiste ne mentionnent pas plus le concept, alors même qu'ils discutent des relations entre l'État et les citoyens et de la surveillance exercée par le premier sur les seconds (Champseix, Champseix 1992, Jandot 1994).

[5] Dans ce qui suit, je m'appuie donc sur d'autres sources : principalement sur des entretiens recueillis dans deux régions méridionales de l'Albanie, le Devoll (en 1995-1996) et le district de Gjirokastrë (entre 2001 et 2005). Je fais également usage d'autobiographies et de souvenirs publiés par des Albanais – en général des victimes du régime – depuis la chute de la dictature, en laissant volontairement de côté les ouvrages proprement littéraires, même lorsqu'ils possèdent une dimension autobiographique marquée ou traitent ouvertement des questions discutées ici.

[6] Il s'agit donc de la façon dont, depuis la chute de la dictature, les gens parlent de la période de la dictature. En conséquence, il ne sera pas toujours facile de dater et de périodiser les faits, dans la mesure où ils font désormais, pour la plupart des gens, partie du 'temps du monisme' (*koha e monizmit*), une des façons les plus courantes de désigner l'époque du pouvoir communiste et qui se réfère indistinctement aux différentes périodes que fait apparaître l'analyse historique. Il n'est pas rare par exemple que la situation des années 1980, la plus proche mais aussi la plus difficile sur le plan des conditions matérielles d'existence, soit projetée sur l'ensemble de la période.

[7] Cet article s'intéresse à la signification de la 'biographie' pour les populations locales et à ses répercussions dans le domaine de la parenté. Il s'agit de montrer à la fois comment les relations de parenté sont utilisées par l'État dans un but de contrôle et de répression, et les réponses que reçoivent de telles pratiques de la part de la population. Dans un premier temps, je cherche à comprendre ce que recouvrent le mot 'biographie' et les expressions 'bonne' et 'mauvaise biographie'; on verra que 'biographie' est souvent synonyme de 'origine familiale et lignagère'. Cette constatation invite à expliquer, dans un deuxième temps, la biographie comme la rencontre d'un concept politique, celui de la lutte des classes, tel qu'il était compris par les autorités, et d'une institution de la société albanaise, la famille, ou lignage (*fis*)<sup>1</sup>. Dans un troisième temps enfin, je propose une interprétation de la biographie relevant à la fois des notions de pureté et de souillure, et de la naturalisation des différences.

---

<sup>1</sup> Le mot albanais *fis* désigne à la fois un lignage patrilinéaire de trois ou quatre générations, un principe général de parenté et une famille (généralement étendue en contexte rural) dans la mesure où elle s'inscrit dans une suite de générations. Sur la polysémie du mot *fis*, voir de Rapper (à paraître a).

### Qu'est-ce que la 'biographie' ?

[8] La 'biographie'<sup>2</sup> est un jugement de valeur réputé être porté sur un individu par les autorités et sanctionné par leur attitude à son égard, qui peut être favorable ou défavorable. C'est en cela un instrument politique, qui permet de distinguer les 'amis' des 'ennemis' et de déterminer qui a accès à certaines fonctions, certains droits ou certains privilèges, et qui en est exclu. La biographie reflète des pratiques policières et pénales qui font que la plupart des gens sont effectivement fichés et que les autorités disposent de dossiers personnels dans lesquels sont consignés des 'données biographiques' (*të dhëna biografike*). Dans les années 1980, ces pratiques sont institutionnalisées dans le concept de 'politique pénale' (*politikë penale*) : 'D'après ce nouveau principe, celui qui enfreignait la loi était condamné en fonction de son passé politique, de celui de sa famille (*familje*) et de sa parenté (*farefis*), en fonction de son origine et de son engagement pour le Parti' (Kasoruh 1996 : 100). En conséquence, il existe deux sortes de gens au monde : ceux à 'bonne biographie' et ceux à 'mauvaise biographie'. Les premiers sont, du point de vue des détenteurs du pouvoir – c'est-à-dire du parti unique et de ses ramifications locales – des gens fiables dont la soumission et l'obéissance sont censées être acquises et à qui peuvent éventuellement être confiées des responsabilités et des informations 'confidentielles' ; les seconds doivent être tenus à l'écart du Parti et du fonctionnement de l'État, car ils sont perçus comme une menace. La mise à l'écart peut prendre plusieurs formes, depuis la stigmatisation comme 'ennemi du peuple' (*armik i popullit*) jusqu'à l'élimination physique, en passant par le 'déclassement' (*deklasim*), l'exil intérieur et la prison.

[9] La biographie est par ailleurs une composante fondamentale de l'identité sociale d'un individu : dans la sphère d'interconnaissance que constituent les villages, les coopératives et les districts, l'appartenance de chacun à l'une ou l'autre des deux classes est connue de tous. De ce point de vue, les gens à bonne biographie sont ceux qui n'offrent pas de prise à la médisance et à ses conséquences ; ils répondent à la nécessité 'd'avoir une vie transparente pour ne jamais prêter le flanc à la moindre critique' (Champseix, Champseix 1992 : 106). Les gens à mauvaise biographie, au contraire, sont ceux qui s'exposent aux critiques, aux brimades et aux sanctions. Ils sont les premiers visés lorsque la communauté a besoin de coupables et de victimes et sont, à partir des années 1970, dénoncés publiquement par les 'feuilles-foudres' (*fletërrufe*) d'inspiration chinoise (Jandot 1994 : 149). En voici deux exemples :

[10] Dans le Devoll, les champs situés 'à l'intérieur de la frontière' (*brenda kufirit*), c'est-à-dire entre la clôture de barbelés et la ligne frontière elle-même, étaient cultivés par des ouvriers attachés aux coopératives voisines. Cependant, tout le monde n'était pas envoyé travailler de l'autre côté de la clôture : 'une liste était établie parmi les gens qui avaient une *bonne biographie*', c'est-à-dire parmi ceux dont les autorités de la coopérative et du secteur frontalier pensaient qu'ils n'essaieraient pas de s'enfuir et de gagner le territoire

---

<sup>2</sup> À partir de ce point, le mot, même utilisé sans guillemets, doit être compris dans ses usages en contexte albanais.

grec. Ils travaillaient par groupes de dix personnes, sous la surveillance d'un garde armé. L'intérieur de la frontière constituait également une réserve de chasse à l'usage des grands du Parti : le gibier, venu de Grèce et fuyant les chasseurs grecs, se trouvait arrêté par la clôture. Dans le village frontalier de Miras, on se souvient de ces parties de chasse même si seul un médecin du village, 'qui avait une *bonne biographie*', était autorisé à accompagner les chasseurs.

[11] *'Mon père a été envoyé en prison quand j'avais quatorze ans, raconte Hysen, de la petite ville de Bilisht (Devoll). Quand il est sorti, j'en avais vingt-et-un. On se connaissait à peine. Mon père avait sept frères, une belle 'fratrie' (vëllezëri). Ils formaient aussi une grande famille (fis i madh). Aujourd'hui encore, comme les huit frères ont tous eu des enfants, nous sommes une grande famille. Mon père et ses frères avaient des terres à Bilisht, dans la plaine. Le plus jeune des frères était parti faire des études en Italie. Quand il est rentré, en 1944, il a été envoyé en prison et exécuté, uniquement parce qu'il avait des connaissances et de la richesse. Moi-même, je n'ai pas pu faire d'études au delà de l'école de huit ans, parce que j'avais une mauvaise biographie. Je n'ai pas non plus pu travailler à Bilisht : ils m'ont envoyé dans le Nord pendant quatorze ans.'*

[12] D'où vient l'orientation, positive ou négative, de la biographie d'un individu ? Sur quels critères se voit-on reconnaître une bonne ou une mauvaise biographie ? Bien sûr, les actes et les prises de position individuels sont importants : s'opposer ouvertement au régime, transgresser les interdictions en lisant de la littérature étrangère ou en tentant de quitter le pays ne peuvent que faire du tort à la biographie : toute action susceptible d'appeler une sanction de la part des autorités est une 'tache' (*njollë*) portée à la biographie. Un homme du village de Çipan (Devoll) évoque deux de ses oncles maternels, qui étaient partis en Australie en 1934, et qu'il n'a jamais connus : 'Pendant le communisme, ils envoyaient de l'argent ici, mais je ne l'acceptais pas : dans ces situations, l'État gardait 70 % de l'argent, et seuls 30 % revenaient au destinataire. En plus de cela, recevoir de l'argent de l'étranger faisait du tort à la biographie'.

[13] D'autre part, certains changements dans la ligne du Parti peuvent modifier l'orientation biographique d'un individu de manière totalement incontrôlable par celui-ci : après la rupture des relations entre l'Albanie et l'Union soviétique, en 1961, beaucoup de gens qui avaient fait des études à Moscou ou avaient été en contact avec les Russes travaillant en Albanie se virent suspectés. Ce qui, dans un premier temps, était en accord avec l'orientation politique et ne pouvait que constituer un 'plus' pour la biographie, devenait au contraire un sujet d'inquiétude : après le départ des coopérants soviétiques, rapporte Gabriel Jandot, 'de nombreuses brimades [furent] souvent infligées aux quelques Albanais qui, même par 'devoir', avaient été amenés à travailler avec eux'. De même, 'une simple attitude nostalgique vis-à-vis de son passé d'étudiant à Moscou entraînait la suspicion, puis la nécessité d'une auto-confession' (Jandot 1994 : 146, 147)<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Voir aussi Kasoruho (1996 : 78-79) sur les conséquences de la rupture avec l'Union soviétique et les divorces imposés aux Albanais mariés à des femmes russes.

[14] L'orientation biographique semble néanmoins en grande partie déterminée par les relations de parenté, et cela de deux manières. En premier lieu, chaque individu 'hérite' d'une biographie à sa naissance. L'origine familiale et sociale d'un individu fait déjà partie de sa biographie : s'il est issu d'une famille de la bourgeoisie d'avant-guerre, il aura une mauvaise biographie ; si au contraire il est issu d'une famille de paysans pauvres vite acquise aux coopératives, il aura une bonne biographie. 'La biographie...', se disait dans sa cellule Visar Zhiti, réfléchissant aux raisons de son arrestation avant son passage devant le juge d'instruction, 'cette [biographie] familiale (*familjar*), héritée (*i trashëguar*), elle ne plaisait pas aux communistes, elle comportait des opposants. Toujours et partout, je craignais cette biographie, depuis l'enfance, alors que je n'avais pas vraiment de biographie, mais elle, sans que je le comprenne, devenait mauvaise, sorcière, obstacle insurmontable, souillure (*njollë*) qui me recouvrait entièrement' (Zhiti 2001 : 8).

[15] Dans la pratique, cela revient dans de nombreux cas à associer à chaque nom de famille une orientation biographique. Dans ses souvenirs, publiés en 1998, Jusuf Vrioni, issu d'une famille de beys du Sud de l'Albanie et emprisonné pour cela de 1947 à 1959, raconte comment, à sa sortie de prison, il ne pouvait espérer trouver du travail : 'nous vivions du produit de ce que mon frère et ma sœur nous envoyaient d'Italie et du peu que gagnait ma mère avec ses travaux de broderie. Moi-même, j'étais frappé d'ostracisme par la population, à cause du nom de ma famille, proscrit par le régime' (Vrioni, Faye 1998 : 213). Dans le Devoll, certaines familles appartenant à des lignages engagés contre les communistes pendant la Seconde Guerre mondiale ont choisi un nouveau nom en 1944 lors de la prise de pouvoir par ces derniers, afin de se désolidariser d'un lignage dont le nom avait pris une forte coloration 'ennemie' aux yeux du nouveau pouvoir, et de se faire oublier. Dans ce cas, le changement de nom s'accompagne souvent d'un déplacement spatial, d'un quartier à l'autre du village<sup>4</sup>. Les gens qui se déplacent prennent comme nouveau nom de famille le nom du quartier dans lequel ils s'installent, qui est aussi celui du lignage dominant du quartier. L'objectif exprimé est de se fondre dans un nouveau quartier et de faire oublier ses origines et les liens de consanguinité que l'on peut avoir avec un lignage politiquement déconsidéré. Dans certains cas, le quartier et le nom d'adoption sont ceux de la mère. En conséquence, et de façon exceptionnelle, le nom de famille transmis aux enfants est celui de la mère, alors que celui du père disparaît.

[16] La biographie s'attache donc moins à un individu qu'à ses antécédents familiaux. Ce qui veut dire qu'un engagement personnel en faveur du régime ou des qualités professionnelles reconnues ne suffisent pas à avoir une bonne biographie. On entend ainsi parfois certaines personnes raconter leur déception de ne pas avoir pu entrer dans telle école ou de ne pas avoir été admis au sein du Parti, alors qu'elles étaient profondément acquises à ce que proposait le système communiste, pour la seule raison que leur origine familiale faisait d'eux des gens à mauvaise biographie.

[17] En second lieu, toute nouvelle inflexion, positive ou négative, de l'orientation biographique est susceptible de se transmettre instantanément d'un individu à un autre par

---

<sup>4</sup> Sur la relation entre nom de famille et quartier d'habitation, je renvoie à de Rapper (à paraître a).

le biais des relations de parenté. Il s'agit là de l'aspect dénoncé aujourd'hui comme le plus injuste : il revient à limiter la responsabilité personnelle et à la soumettre à une responsabilité lignagère, faisant des individus les victimes d'une *parenté incontrôlable*.

[18] Gjergj est né dans un des principaux lignages (*fis*) du village de Miras. En juin 1944, il rejoint les partisans et combat dans le Devoll, jusqu'en novembre 1944, au départ des Allemands. Comme de nombreuses autres unités de partisans, il est ensuite envoyé dans toute l'Albanie pour supprimer les mouvements de résistance non communistes, ceux que l'on appelle encore aujourd'hui les 'bandes criminelles'. Ensuite, et jusqu'en 1949, à la fin de la guerre civile grecque, il est affecté à la surveillance de la frontière Sud, dans la région de Kolonjë. Son engagement du côté des communistes lui permet de se faire bien voir du pouvoir qui s'établit à partir de 1944, mais, en 1950, le fils de son frère, qui travaillait dans la marine marchande à Durrës, s'enfuit en Italie avec sa femme. En conséquence de cet événement imprévisible et incontrôlable, Gjergj, sa femme et ses fils sont relégués pendant dix ans dans la région de Fier, jusqu'en 1960. De retour dans le Devoll en 1965, Gjergj finit par trouver un emploi dans l'administration du district en faisant valoir son passé de partisan.

[19] Un instituteur du village de Sinicë (Devoll) résume le sentiment d'injustice qui s'attache aujourd'hui au fonctionnement de la biographie, dans son aspect familial : 'Si le père ou le grand-père avaient commis une faute (*faj*) contre le communisme, alors on était déclassé (*deklasoj*). Mais en quoi suis-je responsable des fautes de mon grand-père ? (*Çfarë faj kam unë për gabimin e gjysbit* ?) C'était le même système que pour les esclaves : les enfants nés de parents esclaves sont esclaves. Là, c'était pareil.' On voit par là comment des relations de parenté (en l'occurrence de filiation) sont utilisées pour étendre à toute la population une classification issue de la Seconde Guerre mondiale, celle qui distingue, et oppose, les communistes et leurs adversaires, deux catégories dont le contenu a varié au cours du temps, mais dont l'opposition est restée fondamentale.

### Au croisement du politique et de la parenté

[20] Qu'un individu soit défini par son origine lignagère et son environnement familial n'a rien de surprenant dans le contexte albanais. On peut sans doute parler ici d'un 'cadre idéologique' lignager qui fait que chacun est perçu en tant que membre d'un certain lignage, et que les relations qu'il entretient avec les autres sont en grande partie orientées par les relations que les autres lignages entretiennent avec le sien, relations dans lesquelles les actes d'un père ou d'un grand-père, voire d'un parent plus lointain, sont tout aussi déterminants que dans la biographie. Cela est vrai dans le domaine des stratégies matrimoniales comme dans ceux de l'entraide et de la sociabilité la plus quotidienne.

[21] L'individu est en effet défini par son nom de famille (*mbiemër*), qui fonctionne comme un nom lignager : il marque son appartenance à un groupe de descendance, qui renvoie à une histoire particulière et à une position par rapport aux autres lignages, ainsi qu'à des caractéristiques morales et physiques réputées être partagées par tous les membres

du lignage, dans la mesure où elles sont transmises par le sang (*gjak*)<sup>5</sup>. Dans ce contexte, il est normal que le fils ressemble à son père et à son grand-père paternel ; sa réputation (*nam*) est celle de son lignage, il l'a reçue de son père et la transmettra à ses enfants. La biographie, orientée par l'origine familiale d'un individu et transmise par lui à la génération suivante, n'est pas ici en contradiction avec la conception lignagère.

[22] En deuxième lieu, les relations entre les familles et les lignages sont orientées par divers procédés de classement qui introduisent une notion de hiérarchie : un premier procédé distingue les lignages en fonction de leur rapport au territoire (village, quartier) qu'ils occupent et les situe en termes de prestige et de pouvoir : les mieux pourvus sont les 'anciens lignages' (*fiset e vjetër*), qui gardent le souvenir d'une origine extérieure et de la création d'un quartier de village qui porte encore leur nom ; viennent ensuite les 'locaux' (*vendali*) puis les 'nouveaux venus' (*të ardhur*), derniers arrivés souvent en position de faiblesse par rapport aux deux autres catégories<sup>6</sup>. En plus de cela, chaque lignage a sa réputation propre, qui, dans un système de classement plus simple, à deux termes, ne peut être que bonne ou mauvaise. Les mots désignant le lignage, *fis* et *soj*, sont eux-mêmes souvent synonymes de 'bon lignage' (*fis i mirë*) : on dira de quelqu'un de bonne famille qu'il est *pe fisi* ou *sojli*, 'de lignage'. Ces deux procédés de classement entrent en ligne de compte dans les choix matrimoniaux ; dans les régions rurales, jusque dans les années 1980 (et, dans une certaine mesure, aujourd'hui encore), le mariage n'est pas l'affaire des individus, c'est un mariage arrangé, 'avec intermédiaire' (*me mblesër*), qui implique l'ensemble des deux lignages, voire au-delà d'autres lignages alliés et l'ensemble du ou des villages concernés. Le statut local et la réputation des lignages sont donc pris en considération, même lorsque les deux parties sont distantes de plus de 200 km : 'J'ai rencontré mon épouse lorsque je travaillais à Gjirokastrë, raconte un jeune homme de Bilisht. Lorsque j'ai voulu l'épouser, ses parents ont envoyé un intermédiaire (*mbles*) depuis Gjirokastrë jusqu'à Bilisht pour se renseigner sur ma famille (*soj*), car eux-mêmes étaient de bonne famille (*sojli*)'. Le statut et la réputation des deux familles importent beaucoup plus que la personnalité des conjoints parce que, comme la biographie, c'est quelque chose qui se transmet et qui est constamment exposée au risque d'une dégradation irréparable : '*Më mirë syri sesa nami*, explique un villageois du Devoll : mieux vaut perdre un œil (*sy*) que sa réputation (*nam*). Quand tu perds un œil, tu peux encore voir avec l'autre ; mais quand on dit de toi que tu es mauvais (*i lig*), c'est fini, pour des générations (*brez pas brez*). Il faut donc faire attention à ne pas perdre cette réputation, à ce que les gens ne commencent pas à dire du mal de toi. Une famille qui a mauvaise réputation a du mal à marier ses enfants, surtout ses filles.'

[23] Enfin, de là découle la nécessité de pouvoir situer les gens en terme de parenté, afin de savoir quel comportement attendre d'eux et quelle attitude adopter à leur égard. Les premières questions que l'on pose à l'étranger sont 'de qui es-tu ?' (*i kujt je ti ?*), qui appelle une réponse du type 'fils de X', et 'de qui se compose ta famille ?' (*çfarë njerëz ke në shpi ?* littéralement, 'quels gens as-tu à la maison ?'). A cet égard les relations de parenté ont une fonction étiologique : la position d'un individu au sein d'un réseau de parenté explique, aux

<sup>5</sup> Sur ce point et sur le suivant, je renvoie à nouveau à l'étude citée dans la note 1.

<sup>6</sup> Sur l'aspect dynamique de ce système, voir de Rapper (à paraître b).

yeux des autres, une grande partie de son comportement. L'envers de cette fonction est la surveillance constante et les commérages dont chacun est l'objet dans le quartier et dans le village.

[24] Dans ces conditions, le fonctionnement de la biographie n'est pas très éloigné des conceptions et des pratiques liées au contenu et à la transmission de la réputation des individus et des familles. La biographie représente toutefois un passage au politique, une politisation extrême de tous les critères d'évaluation, qui se trouvent de ce fait réduits à un seul, celui de la position par rapport au pouvoir. Il s'agit en ce sens de la cristallisation d'une 'sociologie politique implicite' (Claverie 2003 : 153) attestée dans d'autres régimes à parti unique.

[25] La biographie, en tant qu'expression vernaculaire de ce procédé de classement politique simple (ami/ennemi), est très souvent rapportée au concept de 'lutte des classes', ou du moins à sa mise en pratique par les communistes albanais, qui se trouve investi d'une signification familiale : 'Un des mauvais points du régime, admet un sympathisant communiste de Selckë (Gjirokastër), était la lutte des classes, d'après laquelle la faute du père est transmise aux enfants'. D'autres propos vont dans le même sens : la lutte des classes est perçue comme l'intrusion d'un critère politique dans les relations familiales, comme une détermination politique de l'identité d'un lignage en fonction des actes d'un de ses membres. Convaincu que le pays se souviendra d'Enver Hoxha dans dix ans encore, pour le bien qu'il a fait, un enseignant de Këllëz (Gjirokastër) nuance néanmoins sa louange ; il reconnaît que deux critiques peuvent être faites au régime du dictateur : l'isolement du pays et la lutte des classes. 'La lutte des classes : si tu t'opposais à Enver Hoxha, toute ta famille (*farefis*) payait'. Dans un autre village de la même région, un ancien ouvrier de la coopérative, arrivé de Grèce pendant la Seconde Guerre mondiale avec son troupeau, raconte le sort des bergers valaques qui, comme lui, sont restés du côté albanais de la frontière à la fin de la guerre : 'En 1944, Enver Hoxha a tout pris en main ; il a rassemblé les troupeaux et instauré la lutte des classes : si un cousin (*kushërri*) faisait une erreur (*gabim*), tout le lignage (*fis*) était touché'. Aujourd'hui, ajoute-t-il, c'est différent : 'celui qui fait une erreur la fait pour lui-même' (*kush gabon, gabon për vetën*).

[26] Importé de la théorie marxiste et de sa mise en pratique dans l'Union soviétique, le concept de lutte des classes<sup>7</sup> est aussi, à un autre niveau, un instrument dans la prise de pouvoir par les communistes et dans leur maintien aux commandes du pays jusqu'en 1991. Dans son analyse du régime d'Enver Hoxha, Amik Kasoruho insiste sur l'orientation particulière qu'y prenait la lutte des classes : 'La philosophie de la lutte des classes, dans la conception d'Enver Hoxha, incarnait trois principes qui n'avaient rien à voir avec le marxisme : du péché originel biblique, il avait retenu le caractère hérité de la faute qui pèse sur les générations humaines. De l'histoire des dictatures, il s'était attribué la leçon que chaque régime, pour justifier son appareil répressif et sa violence, a besoin de se créer des

---

<sup>7</sup> À partir de ce point, l'expression, même utilisée sans guillemets, doit être entendue dans sa variante albanaise plutôt que dans sa variante marxiste originale. Chez Marx, la lutte des classes est le fait que partout et de tout temps la société est organisée en classes sociales hiérarchisées et antagonistes. A son époque, selon lui, ces antagonismes de classes s'amplifient et opposent deux grandes classes, la bourgeoisie et le prolétariat.



ennemis. De la psychologie, il avait fait sien le complexe d'Érostrate et la crainte des dangers imaginaires' (Kasoruhó 1996 : 96). On retrouve ici la plupart des traits qui se dégagent de l'analyse de la façon dont la population percevait la lutte des classes : transmission de la faute, importance de la classification ami/ennemi, sentiment de la menace que les 'ennemis' font peser sur les 'amis'. Il faut noter cependant que, en posant leurs adversaires politiques – formations politiques compromises avec l'occupant allemand ou démocrates ayant combattu dans la résistance – comme des adversaires de classe au sens marxiste, ce qu'ils n'étaient pas forcément<sup>8</sup>, les communistes justifiaient idéologiquement leur élimination totale.

[27] Dans les premières années du régime, ces adversaires sont classés en tant que *kulak* : propriétaires terriens, commerçants, artisans ou petits industriels membres de la bourgeoisie, ils sont accusés d'avoir profité de la guerre pour faire des affaires (une loi et un impôt extraordinaire de 1945 sur les profits de guerre les ruinent rapidement, Kasoruhó 1996 : 43) ou d'avoir choisi le camp des ennemis, représenté à l'époque par le parti du Front national (Balli Kombëtar) et par les 'Anglo-Américains' soupçonnés de vouloir renverser le nouveau régime<sup>9</sup>. 'Après la guerre, raconte un enseignant du village de Sul (Devoll), tous les gens riches – il n'y avait pas vraiment de gens riches, mais ceux qui étaient partis en émigration possédaient un peu plus que les autres – ont été classés comme *kulak*. Ils n'avaient pas le droit de vote, pas le droit d'assister aux réunions de la coopérative. Il était interdit de se rendre à leur mariage ou à leur enterrement. Il était interdit de les épouser. Une famille de *kulak* devait se marier dans une autre famille de *kulak*. Un homme de Çipan – c'était le mari de ma tante maternelle – très pauvre, était parti en Australie [avant la Seconde Guerre mondiale], où il avait gagné de l'argent. En rentrant, il avait acheté de la terre dans son village. Il a été classé comme *kulak* et, à sa mort, il a été enterré en dehors du cimetière.' Amik Kasoruhó exprime également la signification et les implications sociales de la catégorie de *kulak* : 'Celui qui était stigmatisé de cette manière était condamné à une mort civile. Aucun des membres de sa famille ne pouvait trouver du travail en dehors de sa maison et de ses terres ; aucun de ses enfants ne pouvait suivre l'école au delà de l'enseignement primaire. Ses voisins ne pouvaient pas même lui rendre visite. Quand les hommes d'une famille de *kulak* étaient envoyés en prison, personne ne pouvait aider les membres de leur maison dans les travaux des champs. *Kulak*, cela voulait dire vivre isolé au milieu des gens' (Kasoruhó 1996 : 58). L'auteur d'un portrait<sup>10</sup> de Sami Dangëllia (1920-1987), originaire du village de Menkulas (Devoll) et emprisonné et relégué de 1944 à sa mort en raison de son engagement anticomuniste, confirme et nuance tout à la fois l'évitement dont étaient l'objet les familles d'opposants. Après l'évasion d'un frère de Sami vers la Grèce en 1950, la famille restée au village est soumise à toutes sortes de

<sup>8</sup> Dans la théorie marxiste, l'amplification de la lutte des classes est un phénomène particulier à la société capitaliste, qui disparaîtra avec elle. Malgré les tentatives des communistes albanais dans ce sens, la société albanaise de 1944 ne peut être caractérisée comme une société capitaliste (Frashëri 1996).

<sup>9</sup> Voir par exemple les accusations portées contre les *kulak* et leur collaboration avec les 'impérialistes et révisionnistes yougoslaves' à la fin des années 1940 (Madhi 1967 : 46).

<sup>10</sup> On notera le sous-titre du livre, 'Monographie sur Sami Dangëllia', le mot 'biographie' dans son sens littéraire étant bien sûr exclu pour décrire la vie de quelqu'un qui, justement, avait une très mauvaise biographie.

pressions et vexations (elle ne sera envoyée en exil intérieur qu'en 1956). 'Au village, rapporte l'auteur, les gens avaient peur de parler à la famille Dangëllia en présence du brigadier, du secrétaire du Parti, du président du Front [démocratique], du président de la coopérative – bref, en présence de tout représentant du pouvoir.' Il ajoute cependant : 'Les choses étaient différentes le soir, dans le quartier, où les gens se montraient plus proches et plus aimables' (Opoja 1995 : 19).

[28] Membres d'une classe destinée à disparaître, les *kulak* et autres ennemis sont aussi appelés 'déclassés' (*deklasuar*), comme le furent par la suite ceux qui, au fil des changements d'alliances internationales et de l'évolution des rapports de force internes au Parti, illustrèrent la diversification de la catégorie d'ennemi : pro-yougoslaves accusés de trahison après 1948, pro-soviétiques accusés de révisionnisme après 1961, pro-chinois après 1978. Les déclassés sont très présents dans la société communiste : qu'ils soient nés avec une mauvaise biographie en raison de leur appartenance à une famille riche ou qu'ils se soient opposés au Parti pour une raison ou une autre, ils matérialisent les menaces tant extérieures qu'intérieures que le Parti a besoin d'entretenir pour justifier sa mainmise sur le pays.

[29] La multiplication des déclassés accentuée, dans les témoignages d'aujourd'hui, le sentiment d'avoir eu à faire à l'arbitraire des dirigeants : certaines familles ont été classées *kulak* alors qu'elles étaient 'patriotes' (*atdbetar*)<sup>11</sup>, c'est-à-dire qu'elles avaient manifesté, en d'autres temps, leur attachement à l'Albanie, par exemple en luttant en faveur de l'indépendance du pays au début du XX<sup>e</sup> siècle. Mais 'il fallait au moins un *kulak* par village', raconte-t-on à Selckë à propos d'un villageois classé *kulak* parce qu'il possédait un magasin au village : 'Deux de ses fils faisaient du commerce de détail à Vlorë. Un autre fils était cordonnier au village. Kristo a été classé *kulak* après la guerre : il ne fallait pas lui parler. Il fallait au moins un *kulak* par village. Un de ses fils est allé en prison, sous l'accusation d'agitation et propagande en faveur de la Grèce. Il a été accusé de travailler pour les intérêts grecs. En fait, c'était une famille patriote, qui aimait la patrie. Il faisait partie du conseil du village (*kryepjegësi*)'. Selon certains témoignages, la désignation des *kulak* se faisait au niveau des sections locales du Parti, ce qui laissait libre cours à la délation et aux vengeances personnelles, sans rapport avec l'engagement politique des familles incriminées. Pour d'autres au contraire, les ordres venaient de plus haut, mais les *kulak* étaient désignés sur des principes 'biographiques' qui lésaient des individus de manière infondée : 'Notre oncle paternel, raconte un membre d'une famille de Saraqinishtë (Gjirokastër), qui est parti en Grèce, a fait que nous avons tous été touchés ; mais quelle faute (*faj*) avions-nous ? (...) Nous vivions comme les autres, mais dès qu'il fallait un puni, c'était nous. Mais ce n'est pas le village qui nous en voulait, les ordres venaient de plus haut'. Dans tous les cas, l'arbitraire et le caractère en grande partie incontrôlable de la biographie sont exprimés sous la forme d'un décalage entre la personnalité d'un individu et son étiquetage politique, indépendant de lui : racontant les malheurs de sa famille sous le communisme, un 'persécuté' (*i*

<sup>11</sup> Pour résoudre cette contradiction, les historiens officiels distinguaient les 'nationalistes patriotes' des 'pseudo-patriotes' (Jandot 1994 : 90).

*persekutuar*)<sup>12</sup> de Bilisht dénonce 'les biographies qui étaient toujours établies sur des motifs politiques, jamais d'après la personne elle-même (*njeri*)'. Il faut cependant comprendre ce que signifie ici l'expression 'la personne elle-même'. Comme nous l'avons vu, l'individu ne peut être détaché de son environnement familial et lignager, et on s'attend à ce qu'il se comporte et agisse en fonction de cet environnement. La 'personne elle-même' ne s'oppose pas à cette caractérisation lignagère. Le caractère contraignant et arbitraire de la biographie, telle qu'elle est ressentie subjectivement, est plutôt dû au fait que les critères de classement des gens et des lignages sont réduits à une seule grande opposition, entre communistes et ennemis du peuple. Chacun est jugé selon sa participation à la société politique, dont les ennemis du peuple sont exclus. Cette primauté du politique est ce qui apparaît le plus contraignant dans le fonctionnement de la biographie, et non pas le fait qu'elle consiste en une évaluation familiale plutôt que personnelle. Elle est contraignante car tout se passe comme si les critères traditionnels sur lesquels se fondait l'évaluation des gens et des lignages (richesse, importance démographique, rang, religion...) disparaissaient et se confondaient en une seule grande opposition entre communistes et opposants. Ainsi la biographie apparaît-elle à la fois comme un moyen de faire peser de façon beaucoup plus sensible et évidente le passé familial d'un individu, et comme une manière de réorganiser les hiérarchies et les relations traditionnelles entre lignages sur une nouvelle base, celle de l'opposition entre communistes et ennemis.

[30] Instrument politique, la lutte des classes mise en pratique par les communistes albanais illustre de cette manière les usages qui furent fait de la famille et de la parenté par le pouvoir politique. Sans doute les communistes ont-ils fait, comme les autres forces politiques en présence durant la Seconde Guerre mondiale, usage de la solidarité lignagère pour étendre et assurer leur pouvoir, comme ils eurent recours à d'autres formes traditionnelles de solidarité (clientélisme, amitié,...). Gabriel Jandot rapporte ainsi comment les premiers communistes, intellectuels citadins pour la plupart, et peu en contact avec la majorité rurale de la population, firent usage des seules relations qu'ils entretenaient avec le monde paysan : 'en Albanie, pays très rural, les liens entre la ville et la campagne sont très forts, matérialisés par les parentés, les larges familles. Ce réseau majeur de relations 'de sang' est remarquablement exploité par les communistes, qui l'utilisent pour s'implanter dans les campagnes où le B. K. [Balli Kombëtar] dominait à l'origine' (Jandot 1994 : 76).

[31] Par la suite, les relations de parenté furent utilisées par les dirigeants pour se maintenir au pouvoir. Il s'agit moins, en l'occurrence, de népotisme, par lequel le réseau familial des dirigeants agirait comme une ressource en fournissant des personnes fiables et contrôlables<sup>13</sup>, que de l'usage du cadre idéologique lignager dans le but de reproduire des rapports de force et des hiérarchies issus de la lutte fondatrice pendant la Seconde Guerre mondiale et de la prise du pouvoir. C'est, semble-t-il, ce que 'font' la lutte des classes et la biographie. Comme le dit un villageois de Mingull (Gjirokastër), le communisme albanais 'n'était pas la dictature du prolétariat, c'était la dictature de ceux à bonne biographie contre

<sup>12</sup> Les victimes du régime sont aujourd'hui encore appelées 'persécutés' : *i persekutuar* ou *i përndjekur*, du verbe *përndjek*, 'poursuivre'.

<sup>13</sup> Ce qui n'empêche pas le pouvoir d'être détenu par un petit nombre de familles liées entre elles par des alliances matrimoniales (Champseix, Champseix 1992 : 88-89).

ceux à mauvaise biographie'. Un des effets de la lutte des classes les plus durement ressentis sur le long terme, y compris jusqu'à aujourd'hui, est celui de la reproduction des deux classes de génération en génération, sans espoir de passage de l'une à l'autre, sinon dans le sens d'une déchéance. Un des reproches fait à Visar Zhiti par ses accusateurs est d'avoir profité d'un privilège qui ne lui revenait pas et qui contrevient à la reproduction des classes : 'Tu écrivais de la poésie ? Mais étais-tu au courant de ta biographie ? Nous t'avons laissé faire des études, toi qui ne le méritais pas, et nous avons laissé beaucoup des nôtres, fils de la classe ouvrière, sans leur donner accès à l'université' (Zhiti 2001 : 14). Comme le raconte Jusuf Vrioni, la rupture avec l'Union soviétique, en 1961, entraîna une baisse du niveau de vie, soutenu jusqu'alors par des aides et des dons soviétiques. La réponse apportée par l'État albanais fut traduite, comme le furent par la suite chacun des tournants de la politique du régime, en terme d'«intensification de la lutte des classes» : 'les communistes se rendaient compte qu'en dépit du changement de régime, beaucoup de leurs anciens ennemis vivaient toujours mieux que les prolétaires et autres classes couvées par le pouvoir'. En conséquence, les avantages dont bénéficiaient 'ceux que le Parti communiste considérait comme ses ennemis : anciens bourgeois, personnes ayant des attaches familiales à l'étranger', en particulier le fait de recevoir de l'argent de l'étranger et de pouvoir le dépenser à Tirana dans 'un magasin spécial où l'on pouvait pratiquement tout acheter en devises', furent supprimés (Vrioni, Faye 1998 : 212). Par la suite cependant, ce sont bien les 'communistes' qui finissent par former une classe privilégiée 'qui s'étend très largement dans la société : depuis les hauts fonctionnaires jusqu'à ceux qui dans les villages sont assurés de travailler sans houe ni bêche, depuis les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur jusqu'aux petits espions qui se répandent comme des punaises, au village, en ville, sur les lieux de travail et dans les organismes d'État' (Lubonja 1994 : 148). Classe privilégiée au sommet de laquelle règne l'«aristocratie rouge' des familles dirigeantes (Champseix, Champseix 1992 : 86).

[32] La reproduction des deux classes est possible non seulement parce que les enfants héritent de la biographie de leurs parents et parce que les deux classes sont largement endogames, mais aussi parce que toute ascension sociale est interdite aux gens à mauvaise biographie. L'accès à l'éducation, et en particulier à l'enseignement supérieur, est réservé aux gens à bonne biographie. 'En conséquence de la lutte des classes, explique un villageois de Stegopul (Gjirokastër), les gens à mauvaise biographie ne pouvaient pas envoyer leurs enfants à l'école.' Un enseignant du village de Sul raconte qu'au début de sa carrière, à l'âge de vingt-cinq ans, il a été retiré de l'enseignement et obligé de travailler à la coopérative, à cause d'une mauvaise biographie : deux de ses oncles maternels venaient d'être fusillés parce qu'ils étaient soupçonnés d'avoir voulu quitter le pays et deux autres s'étaient enfuis pour rejoindre le cinquième, en Australie depuis les années 1930. 'En 1985, pour la première fois depuis la fin de la guerre, l'oncle d'Australie a envoyé une lettre chez sa sœur, ma mère, en disant que, si notre gouvernement acceptait, il pouvait nous envoyer de l'argent et nous aider. Mais nous n'avons pas osé répondre car une de mes sœurs suivait des cours dans une école de Tepelenë et nous avons peur qu'elle soit expulsée de l'école en raison des contacts que ses parents avaient avec l'étranger.' Dans son autobiographie, l'écrivain Petro Marko, emprisonné de 1947 à 1950, raconte comment l'arrestation de son fils en 1975 a eu pour conséquence l'interruption des études entreprises par sa fille à

l'Institut des Beaux-Arts<sup>14</sup> : 'Arianita, ma fille cadette, qui avait du talent et pour laquelle je rêvais qu'elle devînt une grande peintre, se retrouva 'ouvrière qualifiée' aux verreries de Kavajë. (...) Nos rêves de parents s'effondrèrent' (Marko 2000 : 532).

[33] Alors même que le cadre idéologique lignager était utilisé par le pouvoir, il était pourtant par d'autres côtés officiellement et ouvertement combattu. En effet, les grandes familles patriarcales et les solidarités lignagères étaient dénoncées comme des 'archaïsmes' incompatibles avec la société socialiste : le modèle proposé était la famille conjugale, et la politique de logement, en favorisant l'habitat collectif dans les villes comme à la campagne, et en limitant la taille des logements, entraînait un éclatement des groupes domestiques complexes (Dojaka 1989). Le discours sur l'émancipation des femmes et l'instrumentalisation de la jeunesse comme force 'révolutionnaire' (en particulier dans la lutte contre la religion) avaient pareillement pour objectif de saper le cadre lignager traditionnel. Les mariages arrangés ou 'par intermédiaire' (*me mblesëri*) furent également stigmatisés (Nova 1972). On - le régime, mais aussi ses prolongements, notamment médiatiques et scientifiques - leur opposait le mariage 'par amour' (*me dashuri*), dont le modèle était la rencontre de deux jeunes gens d'origines religieuses et géographiques différentes lors d'une 'action', campagne de travail volontaire (Dojaka 1972). Ces mariages se font souvent contre l'avis des familles, mais avec la bénédiction de l'État, qui remplace les parents, dans une relation que l'on peut qualifier de 'paternalisme socialiste' (Verdery 1996 : 63)<sup>15</sup>.

### De la souillure politique

[34] Le cadre idéologique lignager étant à la fois la cible et l'instrument du pouvoir, on peut s'interroger sur les répercussions de cette politique sur le système de parenté et les pratiques qui lui sont liées. C'est surtout dans le domaine des alliances matrimoniales – révélatrices d'une sorte de mise en pratique de l'altérité – qu'elles sont perceptibles ; nous verrons que la notion de 'souillure' est centrale pour expliquer la réorientation des alliances. Localement, la lutte des classes impose, sous la forme de la biographie, un nouveau mode d'évaluation des lignages et, bien souvent, un renversement des hiérarchies préexistantes : dans les villages du Devoll comme de Gjirokastrë, la plupart des familles dominantes d'avant-guerre, appartenant à l'élite économique, religieuse ou politique de la région, même si certaines avaient fait le choix du communisme, se sont retrouvées du mauvais côté de la ligne par leur simple appartenance à l'ancienne bourgeoisie. Cette nouvelle évaluation est désormais prise en compte dans les stratégies matrimoniales : les lignages auxquels il est bon de s'allier pour obtenir des avantages matériels et symboliques ne sont plus les mêmes. Surtout, il est indispensable d'adapter les critères de choix du conjoint à la nouvelle situation : 'Quand on se mariait, précise une villageoise de Mingull, on se renseignait sur la biographie des gens', de la même façon que, avant-guerre, on s'informait sur la situation

<sup>14</sup> Communiste fervent et ancien combattant d'Espagne, Petro Marko a été en partie réhabilité après sa peine de prison et a bénéficié de son amitié ancienne avec certains dirigeants, ce qui permit à ses enfants, jusqu'en 1975, de poursuivre des études.

<sup>15</sup> Sur la relation entre l'État albanais et la famille, voir aussi Tupja 1996.

économique et la moralité des alliés potentiels. 'Ma mère, poursuit-elle, s'est renseignée sur celle de Koço, et comme il avait un grand-père en Amérique, elle ne voulait pas du mariage, elle avait peur des problèmes que cela pouvait entraîner'. Il fallait d'abord prendre garde à ne pas s'allier à une famille déclassée, lorsqu'on était soi-même du bon côté. 'Lorsque nous sommes tombés amoureux en 1982, raconte une dame de Gjirokastër, notre mariage s'annonçait mal : j'étais d'une famille communiste et Agim d'une famille déclassée. On m'a fait comprendre que je n'avais pas intérêt à l'épouser. Mais en faisant intervenir des amis, et parce que l'époque n'était pas la plus mauvaise, le mariage a pu se faire sans dommage. À l'époque, on ne se mariait pas sans l'autorisation de l'État ; les parents vivaient dans la peur que leurs enfants rencontrent des fils ou filles de familles à mauvaise biographie. Si une telle union se faisait malgré l'avis du Parti, les parents pouvaient perdre leur travail'. Dans le village d'Erind (Gjirokastër), une dame évoque le mariage raté de sa fille : 'Pour notre fille, ça s'est mal terminé : elle en aimait un autre, son mari a toujours été jaloux, il la battait tous les jours. Elle dormait dehors. Elle a fini par partir en laissant ses enfants. Elle est en Grèce avec un cousin. Maintenant on se sent coupable. Mais celui qu'elle aimait était d'une famille pas nette, déjà avant 1990, ce n'était pas bon pour notre biographie. Et vraiment, ces gens-là ont mal tourné'.

[35] Il fallait de plus tenter de se rapprocher des familles à bonne biographie, comme un moyen de bénéficier de leur position privilégiée et de s'assurer un soutien en cas de coup dur. À Miras, en 1996, Sulejman et ses frères se font depuis plusieurs mois beaucoup de soucis pour leur sœur aînée, dont le mari est en Grèce depuis neuf mois et ne donne pas de nouvelles. Pourtant, plusieurs personnes du village l'ont rencontré en Grèce et lui ont demandé s'il avait un message à transmettre à sa femme. Il annonce toujours qu'il va rentrer, mais ne revient jamais. Sulejman en est sûr : il a trouvé une autre femme en Grèce et ne veut plus rentrer en Albanie. Sa sœur, dont l'état de santé se détériore au fur et à mesure de l'attente, est revenue s'installer dans la maison familiale, avec ses parents. La situation est extrêmement gênante pour la famille de Sulejman, c'est une honte (*turp*), mais ils ne peuvent rien y faire. 'J'étais contre ce mariage, raconte Sulejman, je connaissais le mari depuis longtemps, j'ai fait mon service militaire en même temps que lui. C'était déjà un bandit, une fripouille. Mais mon père était en faveur de ce mariage, parce que la famille de l'individu était communiste : il avait une bonne biographie, et toute la famille pourrait en profiter.'

[36] À l'inverse, les gens à mauvaise biographie se voyaient interdits de mariage avec les autres et, de ce fait, obligés de former une classe endogame. Ainsi, alors que d'un côté le régime encourageait les mariages 'par amour' au détriment des mariages 'par intermédiaire' afin de briser l'endogamie de communauté religieuse et de réduire l'autorité des lignages en matière de choix matrimoniaux, il imposait de l'autre de nouvelles interdictions de mariage. 'Notre lignage (*fis*) n'avait pas le droit d'épouser des filles à bonne biographie, raconte un villageois de Mingull, et nous faisions tous les travaux difficiles ; les enfants ne faisaient pas plus de huit ans d'école. J'avais un cousin qui était amoureux d'une fille de Vlorë à bonne biographie, alors qu'il était au service militaire : il a été convoqué par le conseil du village et on lui a dit de laisser cette fille tranquille. Mais la fille l'aimait et ne voulait pas le quitter, alors elle aussi a été convoquée et on l'a menacée de la mettre en prison si elle ne laissait

pas tomber. Ils ne se sont plus revus'. L'endogamie des 'persécutés' n'est cependant pas toujours perçue comme une contrainte imposée par le régime ; dans certains cas, elle semble répondre, comme en miroir, à l'endogamie de la classe privilégiée, celle des 'communistes'. C'est ainsi que Sulejman Opoja commente le mariage, en relégation, d'un frère de Sami Dangëllia avec une jeune fille d'un autre village du Devoll, elle aussi reléguée car trois membres de sa famille, opposés au communisme, s'étaient enfuis à l'étranger : 'Une famille avec une biographie anticomuniste, comme la famille Dangëllia, devait nouer des alliances avec des familles du même rang. (...) Le lien d'alliance était considéré aussi comme un lien avec l'idéal anticomuniste. Car si les communistes préféraient nouer des alliances entre eux, la position des anticomunistes était encore plus ferme, ils refusaient de se mélanger avec les communistes' (Opoja 1995 : 23).

[37] Parmi les inflexions apportées au système de parenté, il semble par ailleurs que, à la différence de l'idéologie lignagère patrilineaire, la biographie mette l'accent sur la bilatéralité : on est aussi facilement touché par la faute d'un oncle maternel que par celle d'un oncle paternel. Quant aux parents par alliance, ils sont tous aussi incontrôlables et dangereux que les consanguins, ce que montrent les choix matrimoniaux et la pratique du 'divorce politique' (Tupja 1996). De façon concomitante, les parents par alliance, dans la mesure où, appartenant à un autre lignage, ils n'ont pas hérité de la même biographie, peuvent être considérés comme une ressource.

[38] Peut-on parler dans ces conditions d'un affaiblissement du cadre lignager en raison de la politique menée par l'État, en particulier par l'intermédiaire de la lutte des classes ? Les formes extérieures du lignage ont en général été détruites en même temps que sa base économique : fin de la propriété lignagère, fin du pouvoir politique là où il existait, fin de la justice rendue par les lignages sous la forme de vengeance codifiée (*hakmarryje*), fin des grandes maisons de 'fratrie' qui exprimaient et dans lesquelles se réalisait la solidarité des parents agnatiques. Pourtant, durant toute la période communiste, les parents n'ont cessé d'être considérés et utilisés comme une ressource, indépendamment de leur composante 'biographique'. Le lignage et la parentèle continuent de former un cadre aux relations sociales. Dans les cimetières, les signes religieux disparaissent des tombes, mais celles-ci sont toujours regroupées par lignages. La solidarité familiale s'exprime dans des activités secondaires, comme pour ces groupes de chanteurs appartenant à une même famille, décrits par Naxhi Kasoruhô pour la ville de Gjirokastër (Kasoruhô 2000). Surtout, les réseaux familiaux étendus fournissent des ressources qui ne peuvent plus être mobilisées par la famille dans le contexte du village. Des parents éloignés établis en ville peuvent servir de relais pour faire entrer les enfants à l'université ou leur trouver un emploi moins pénible que les travaux de la coopérative. Ils servent d'intermédiaires pour trouver des conjoints urbains aux enfants des villages, ce qui leur permet encore de quitter les coopératives agricoles.

[39] Il n'est pas rare par ailleurs d'entendre dire que la famille est la chose la plus 'sainte' (*e shenjtë*) pour les Albanais, et qu'elle était tout ce qui leur restait de 'privé' après les

collectivisations et nationalisations<sup>16</sup>. Todi Lubonja, emprisonné de 1974 à 1987, puis relégué dans un village jusqu'à la fin du régime, écrit lors de cet exil intérieur, à la naissance d'une petite-fille : 'Je n'avais plus seulement des fils, mais des petites-filles. Celles-ci allaient grandir, se marier, avoir plein d'enfants et... notre lignée (*farë*) ne disparaîtrait pas, au contraire, elle allait s'accroître' (Lubonja 1994 : 67). Petro Marko évoque par ailleurs le resserrement de certains liens de parenté dans les moments difficiles, alors que les amis et une partie des parents cessent toute visite et ne veulent plus être vus en compagnie du 'persécuté'. Comme les alliances matrimoniales, cette solidarité est cependant circonscrite dans le cadre des 'persécutés'. 'Pas même les gens de ma famille, écrit-il après l'arrestation de son fils, ne pouvaient venir à la maison. Mon frère Agjisilla pourtant, qui déplorait le sort de mon fils, et ma sœur Lilo nous accompagnèrent et rencontrèrent notre fils à la prison de Ballsh (...). Tandis que mon neveu Lluka (...), persécuté, mettait un véhicule à notre disposition pour aller jusqu'à la prison de Spaç ou à Ballsh, car les chauffeurs, quand ils nous voyaient chargés de provisions et en route pour la prison, s'arrêtaient rarement, car ainsi étaient les ordres qu'ils recevaient. Lluka me rendait visite chaque dimanche à la maison. Seuls les Dunaj, mes cousins persécutés (...), quand ils avaient un problème, venaient toujours me voir et me demandaient conseil. La seule famille qui ne s'est jamais séparée de nous était celle d'Ali Çelo, le frère de Safo [la femme de Petro] (...). Toute sa vie il a subi une sorte de persécution, parce que lorsqu'il était encore enfant, il avait été balliste (...). Lui et sa femme firent des visites à mon fils à la prison de Spaç, et aussi à celle de Ballsh, sans se soucier des conséquences' (Marko 2000 : 533). Enfin, les liens familiaux que les contraintes de la biographie poussaient à délaisser ou à cacher ne disparaissent pas ; ils ressurgissent lorsque cesse la contrainte, et peuvent alors devenir une ressource, comme ce fut le cas à partir de 1990 : 'Les gens ont "découvert" leurs parents (*far e fis*) à travers le monde, ces parents qu'ils avaient cachés avec tant de soin dans leurs biographies, et ils se sont précipités vers leurs passeports pour partir, pour partir le plus loin possible de ce pays "maudit" (Lubonja 1994 : 177).

[40] Plus encore, tout se passe comme si la biographie elle-même contribuait à maintenir une idéologie lignagère, voire à la renforcer, par l'extrême cloisonnement qu'elle impose aux lignages appartenant aux deux classes et par la naturalisation des différences qu'elle instaure. Il est frappant en effet de constater combien, dans les discours comme dans les pratiques, les gens à mauvaise biographie sont perçus comme atteints dans leur nature, sous la forme d'une souillure qui s'attache à eux et se transmet par le sang, et dont le contact doit être évité par les gens à bonne biographie. La société entière se trouve organisée entre deux pôles, nettement hiérarchisés, qui doivent être tenus éloignés l'un de l'autre, car tout contact avec un porteur de mauvaise biographie entraîne automatiquement une chute de la biographie la plus élevée. Au contraire, tout comportement contribuant à maintenir ou à renforcer la frontière entre les deux pôles (comme la délation) ne peut qu'être bénéfique : il faut donc éviter tout contact avec les gens à mauvaise biographie, que se soit par le mariage, par la parole ou même dans la mort (enterrement des *kulak* et autres

---

<sup>16</sup> Ce discours doit aussi être compris dans le cadre des années 1990, lorsque la famille est perçue comme un refuge face à l'effondrement de l'État, tout en étant mise à mal (mais aussi utilisée) par la migration vers l'étranger.



ennemis en dehors du cimetière, interdiction d'assister à leur enterrement, Lubonja 1994 : 210, 256)<sup>17</sup>.

[41] Selman, du village de Miras, raconte que, dans les années 1970, alors qu'il avait vingt-et-un ans et faisait son service militaire, il a été condamné à sept ans de prison pour 'agitation et propagande', pour avoir été pris à lire un livre interdit, *Le Don paisible* de Cholokov. Lorsqu'au bout de sept ans Selman est sorti de prison, il est retourné pour un an à l'armée (il n'avait pas terminé son service militaire), puis a été employé dans une coopérative du Devoll, pour les travaux les plus durs. 'Entre temps, tous mes amis, originaires du même village, avaient terminé l'université et occupaient des postes à responsabilité dans la coopérative ou ailleurs. Aucun d'eux ne se risquait à me fréquenter. Mon père était mort pendant que j'étais en prison. Personne ne venait lui rendre visite, alors qu'il était malade, parce qu'il était 'le père de l'ennemi' (*i ati i armikut*). Les allées et venues à la maison étaient surveillées par les voisins, et ceux qui s'y seraient aventurés auraient aussitôt été interrogés par la police.' Cette histoire est intéressante dans la mesure où elle montre non seulement que les conséquences de la faute peuvent remonter d'une génération à une autre, et pas seulement descendre, mais aussi par le rôle attribué aux livres. Elle trouve un écho dans une remarque de Visar Zhiti à propos des ouvrages versés dans les 'réserves' des bibliothèques, parce qu'ils ont été écrits avant l'instauration de la société communiste, ou parce qu'ils ne correspondent plus à la ligne officielle : 'De plus en plus souvent, nous entendions parler de livres interdits, parce qu'ils étaient jaunes. Jaunes ? Par leur couverture, leurs pages ? Jaunes comme les cadavres ? Non, non, jaunes dans leur contenu, ils sont bourgeois-révisionnistes, comment dire, atteints de jaunisse (*verdhëz*), de tuberculose (*tuberkuloz*), de phtisie (*verem*). Ils t'entraînent dans la mort. Ils te terrassent' (Zhiti 2001 : 404).

[42] Comme nous l'avons vu à propos de la définition de la biographie donnée par le dictionnaire, les gens à bonne biographie sont propres (*i pastër*), ils ont une biographie propre, nette. Ceux à mauvaise biographie au contraire ont une 'tache', une 'souillure' (*njollë*), que le même dictionnaire définit comme 'une erreur ou une faute grave commise par quelqu'un et qui est dénoncée par la société', donnant comme exemple une 'souillure politique' (*njollë politike*) (Kostallari 1980 : s. v.), tandis qu'un autre dictionnaire cite en exemple l'expression 'il a une tache sur sa biographie' (*ka një njollë në biografinë e tij*) (Kokona 1989 : s. v.). La notion de souillure et, concomitamment, celle de pureté (*pastërti*), associées à la biographie semblent découler de la fonction classificatrice de celle-ci : une biographie 'en ordre' est pure ; une biographie qui ne correspond pas aux critères est au contraire impure<sup>18</sup>.

<sup>17</sup> Et aussi dans la joie : Visar Zhiti rappelle le cas d'un chanteur de variété condamné après une prestation dans un festival télévisé, au cours de laquelle il avait battu le rythme du pied. 'Et quel mal y a-t-il à cela ? Mais sa biographie n'est pas bonne, et les classes renversées n'ont pas le droit d'être aussi joyeuses' (Zhiti 2001 : 406).

<sup>18</sup> Le critère de la pureté appliqué à la biographie semble avoir été à l'œuvre un URSS ; voir la récurrence de l'expression 'biographie pure' dans Grossman 1980 (422, 521, et aussi 218 sur le classement des gens en purs et impurs). Bien que la question de la diffusion et des transferts soit en dehors de la problématique de cet article, rappelons que de nombreux concepts mis en œuvre dans l'Albanie communiste furent importés d'Union soviétique : c'est, parmi d'autres, le cas de la 'biographie' et des 'koulaks'.

[43] La notion de souillure appelle à son tour des métaphores nosologiques, qui ne s'appliquent pas qu'aux livres : les gens à mauvaise biographie, les déclassés et les ennemis du peuple sont atteints d'une maladie contagieuse qui exige leur confinement et leur élimination. Évoquant les 'épurations' (*spastrim*) régulières qui affectaient l'appareil administratif, Amik Kasoruhô écrit qu'elles n'avaient pas automatiquement un caractère politique, c'est-à-dire qu'elles ne visaient pas exclusivement une catégorie d'ennemis ; il précise toutefois que 'les premiers à être révoqués seraient ceux qui avaient une 'tache sur leur biographie' (Kasoruhô 1996 : 87). Ce qui correspond d'ailleurs à l'objectif du régime de 'construire une société communiste pure (*e pastër*), non infectée (*i infektuar*) par le révisionnisme' (Kasoruhô 1996 : 91). Les métaphores de la pureté et de l'infection sont présentes non seulement dans le discours officiel, mais aussi dans la façon dont les persécutés perçoivent leur situation. Racontant sa libération de prison en 1959, Jusuf Vrioni décrit une soirée de retrouvailles avec ses amis et parents : 'Beaucoup de gens passèrent. C'était encore la coutume, à l'époque, quand quelqu'un sortait de prison. Plus tard, on n'osa même plus rendre visite aux familles des détenus politiques, de crainte d'attraper la peste à leur contact... C'était un geste susceptible d'engendrer de gros ennuis' (Vrioni, Faye 1998 : 210, souligné par moi).

[44] La référence à la souillure et à l'infection est révélatrice de la nécessité de maintenir séparés les gens à mauvaise biographie de ceux à bonne biographie. Elle semble également attester la naturalisation des deux catégories : les gens à mauvaise biographie sont atteints dans leur corps, ceux à bonne biographie menacés par le contact physique avec la souillure des premiers. L'importance, dans les pratiques comme dans les représentations, des répercussions matrimoniales de ce système de classement montre par ailleurs comment se transmet la souillure : c'est parce que le sang, transmis du père à ses enfants (et aussi, dans le Sud, de la mère à ses enfants), au point de désigner le principe même de la parenté (*jemi gjak*, 'nous sommes 'sang', nous sommes parents'), est à la fois, dans la société albanaise comme en d'autres lieux, un vecteur de caractéristiques individuelles et une substance extrêmement sensible à la contamination.

[45] On voit par là comment une diversité politique (tout le monde, dans l'Albanie de 1944, n'est pas communiste) se transforme en une opposition politique 'lourde' (ami/ennemi) assurant la domination du Parti communiste, opposition qui s'inscrit dans la 'nature' : les gens à mauvaise biographie ne sont pas que des adversaires politiques ; porteurs d'une souillure, celle qui s'attache à leur origine familiale, leur sang ne doit pas être mêlé à celui des gens à bonne biographie et fait d'eux des gens radicalement différents. Ce passage, qui mobilise les catégories de pureté et de souillure, semble être rendu possible par la conception lignagère en vigueur dans la société albanaise : centré autour de la permanence et de la transmission du 'sang', le système lignager reproduit et naturalise la différence. Il est à ce titre remarquable que l'étymologie généralement reconnue par les linguistes au mot albanais *fis*, 'lignage', soit le grec moderne *physis*, 'nature, caractère'<sup>19</sup>,

<sup>19</sup> L'emprunt daterait de la période byzantine, postérieurement au XI<sup>e</sup> siècle. Le mot, par un développement propre à l'albanais, aurait d'abord désigné une unité sociale restreinte (latin *gens*), puis, dans certaines régions, un groupe plus étendu (latin *tribus*) (Çabej 1996, s. v.).

comme si le lignage était ce par quoi des caractéristiques individuelles se détachent de l'individu pour devenir 'naturelles', inscrites dans une 'substance', le sang. La 'lecture lignagère' de la lutte des classes par la population, de même que le recours par le régime au principe de la transmission des fautes, prennent ainsi leur sens dans la conception locale de la parenté.

[46] Illustration de l'usage qu'un régime autoritaire peut faire des relations de parenté dans un but de contrôle et de répression, la biographie est aussi un exemple de la façon dont les relations de parenté structurent bien plus que le seul champ de la parenté. Nous avons vu en effet comment un concept idéologique et politique comme celui de 'lutte des classes' est réinterprété en fonction du cadre lignager : la parenté apparaît comme une grille de lecture, elle donne du sens à des pratiques politiques nouvelles. En même temps, les pratiques liées aux relations de parenté s'adaptent aux contraintes et aux possibilités de ce nouveau contexte politique, en particulier dans le domaine des alliances matrimoniales. Enfin, nous avons vu qu'il est possible de voir dans la biographie la rencontre d'au moins trois éléments : un principe politique qui crée la différence en imposant une ligne de partage entre communistes et 'ennemis' au sein de la société ; un cadre idéologique lignager qui la reproduit et la naturalise par l'intermédiaire de la conceptualisation du sang et par l'attention accordée aux alliances matrimoniales comme expression de relations orientées entre lignages ; et un registre de pureté et de souillure, en relation avec le sang, qui justifie la séparation.

[47] Une telle conjonction se retrouve sans doute en dehors du domaine de la politique répressive de l'État communiste ; il serait par exemple instructif d'explorer dans cette direction les relations entre communautés religieuses ou entre groupes ethnolinguistiques, qui sont souvent orientées hiérarchiquement, sont caractérisées par l'endogamie et font appel à la notion de 'race' (*racë*) comme à celle de 'pureté' et à l'opposition entre 'propre' et 'sale'. Nous nous contenterons cependant de conclure sur le devenir de la biographie dans l'Albanie post-communiste.

### **Conclusion : la biographie aujourd'hui**

[48] L'usage administratif et politique de la biographie a officiellement disparu avec le régime totalitaire. Pourtant, la biographie reste aujourd'hui présente dans les discours et dans l'existence quotidienne des gens. En premier lieu, l'habitude est restée de porter un jugement sur quelqu'un en terme de biographie, parfois de manière ironique. On dit ainsi de quelqu'un dont la réussite sociale est flagrante qu'il doit avoir une bonne biographie, c'est-à-dire que ses relations familiales et politiques lui permettent de bénéficier d'appuis auprès des gens influents de l'administration. Au contraire, de quelqu'un dont toutes les entreprises échouent, avec, dit-on, la complicité du pouvoir en place ou celle de la majorité de la population, on dit qu'il a une mauvaise biographie : tout, dans son histoire familiale, s'oppose à ce qu'il acquière une position dominante au sein du village ou de la région ; il ne s'en sortira jamais, quoi qu'il fasse. La biographie reste ainsi une référence lorsqu'il s'agit de cerner la personnalité de quelqu'un, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de le situer par rapport au

pouvoir local et à l'opinion publique' (*mileti, njerëzia*, 'les gens', *fshati, mëhalla*, 'le village, le quartier'). Lorsque l'on justifie ainsi l'échec ou la réussite professionnelle de quelqu'un en disant qu'il a une mauvaise ou une bonne biographie, cela revient à dire dans les deux cas que le résultat des entreprises personnelles ne dépend pas seulement de l'individu, mais qu'il est lié aux relations que celui-ci entretient avec ceux qui ont le pouvoir de décider si une biographie est bonne ou mauvaise. Il est de même parfois avancé, parmi les gens qui dénoncent les pratiques politiques du gouvernement en place, que les villageois continuent à 'rapporter' (*raportoj*), c'est-à-dire à écrire des 'rapports' les uns sur les autres, et que ceux qui sont visés par ces rapports ont peu de chances de conserver un emploi dans l'administration, ou d'en obtenir un.

[49] C'est ainsi que, en second lieu, la biographie est toujours perçue comme un instrument politique aux mains du pouvoir, qu'il faut savoir utiliser pour réussir. La plus grande différence entre les périodes communiste et post-communiste réside alors dans l'inversion des valeurs plus que dans le changement des méthodes. Ceux qui avaient sous le communisme une mauvaise biographie avaient plus de chances à l'époque de la présidence démocrate de Sali Berisha (1992-1997) d'en avoir une bonne, et inversement pour ceux qui avaient les faveurs du pouvoir communiste. Les anciens persécutés, ceux qui étaient stigmatisés par les communistes comme ayant une mauvaise biographie, se sont organisés dans les années 1990 en une Association des persécutés (*Shoqata e përndjekurëve*), proche du Parti démocrate au pouvoir, et suffisamment puissante pour soutenir ses membres et les aider à obtenir une compensation financière (sous forme de pension) ou matérielle (sous forme de logement gratuit dans la ville de leur choix) pour les années passées en prison ou en exil intérieur, à trouver du travail ou encore à se voir attribuer un terrain à bâtir ou des participations avantageuses dans les privatisations d'entreprises étatiques.

[50] Dans ce nouveau contexte, les stratégies individuelles semblent être les mêmes que sous le communisme : on fait appel à la parenté pour chercher à améliorer sa biographie. Tout le monde connaît, dans les villages, le cas des anciens communistes qui cherchent à se faire bien voir du pouvoir démocrate et de l'opinion publique villageoise en faisant valoir qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille ont été persécutés sous l'ancien régime. Tout comme il était appréciable, dans le passé, d'avoir dans sa famille un 'résistant' (*partizan*), surtout si, tué par les Allemands ou les ballistes, il était devenu un 'martyr' (*martir, dëshmor*), il est jugé bon aujourd'hui d'avoir parmi ses parents un persécuté, d'autant plus s'il reçoit de l'État la reconnaissance du statut de 'martyr de la démocratie' (*martir i demokracisë*), attribué à ceux qui ont le plus souffert sous le communisme. Un villageois de Koshnicë (Devoll), dénonce ainsi, en 1996, l'usage pervers qui est fait des martyrs et de la biographie depuis la fin du communisme : 'Pendant le communisme, une femme avait dénoncé son mari comme 'traître à la patrie' (*tradhtar i atdheut*). Le mari a été envoyé en prison et sa femme, prise de remords, s'est pendue. Aujourd'hui, elle est considérée comme une martyre de la démocratie, et sa fille, qui n'a même pas terminé le lycée, a été autorisée à entrer à l'université, où elle n'arrive à rien'.

[51] Edi et Riku étaient tous les deux âgés d'une trentaine d'années en 1996, et ont rejoint le Parti démocratique dès le changement de régime, dans le village de Miras. Edi a

ainsi pu travailler dans l'administration du district pendant plusieurs années. En 1996, il est rentré précipitamment de Grèce, où il travaille depuis plusieurs années pendant les mois d'été, pour occuper un poste de douanier au poste frontière de Kapshticë : les places de douaniers sont les meilleures de toute la région (on y gagne encore plus qu'en travaillant en Grèce, avec des risques moindres) et il faut être bien vu du pouvoir pour les obtenir. Riku s'est quant à lui lancé dans une carrière politique grâce à laquelle il espère pouvoir quitter son emploi d'instituteur dans un village de montagne, et il demande à être le candidat du Parti démocratique aux prochaines élections locales, et devenir ainsi le président de la commune de Miras. Tous deux connaissent toutefois des problèmes à cause de leurs origines familiales : le père d'Edi, sans être communiste, a occupé un poste à responsabilité dans l'ancien régime, et celui de Riku était et est toujours communiste. Edi raconte ainsi que la douane a reçu des lettres de dénonciation (*letër denoncimi*) demandant à ce qu'il ne soit pas embauché à cause de ses origines familiales (*fis*). De la même façon, Riku est en ballottage au sein de son parti pour la candidature aux élections locales. Il a appris par d'autres que certaines personnes du bureau du parti n'ont pas voté pour lui, à cause de son père, tout en reconnaissant qu'il était le meilleur candidat pour le Parti démocratique. Tous les deux déplorent cette situation, par laquelle leurs ambitions personnelles sont limitées par leur 'biographie', c'est-à-dire par l'étiquette politique de leurs pères et son inscription dans leur 'nature', en tant que fils de leurs pères, qui laissent peu d'échappatoires : 'Que puis-je faire, demande Riku, je ne peux tout de même pas tuer mon père pour pouvoir me présenter aux élections ?'

## Bibliographie

- Çabej, Eqrem (1996) *Studime etimologjike në fushë të shqipëse, vëll. IV (DH-J)* [Études étymologiques dans le domaine de l'albanais], Tiranë, Akademia e shkencave e Republikës së Shqipërisë.
- Champseix, Elisabeth, Champseix, Jean-Paul (1992) *L'Albanie ou la logique du désespoir*, Paris, La Découverte.
- Claverie, Elisabeth (2003) *Les guerres de la vierge. Une anthropologie des apparitions*, Paris, Gallimard.
- de Rapper, Gilles (à paraître a) 'Blood and Seed, Trunk and Hearth: Kinship and Common Origin in Southern Albania', in Kera, Gentiana; Hemming, Andreas; Papa, Enriketa (eds.), *Historical-Anthropological Studies on Albania. Aspects of Albanian Society in the 20<sup>th</sup> Century*.
- de Rapper, Gilles (à paraître b) 'Musulmans convertis et chrétiens autochtones en Albanie du Sud', in de Rapper, Gilles ; Sintès, Pierre (eds.), *Nommer et classer dans les Balkans*, Athènes, Ecole française d'Athènes.
- Dojaka, Abaz (1972) 'Disa ndryshime në lidhjet martesore pas çlirimit' [Quelques transformations des liens matrimoniaux après la Libération], *Etnografia shqiptare* IV, pp. 53-60.
- Dojaka, Abaz (1989) 'Changements dans la structure et l'organisation interne de la famille albanaise de nos jours', *L'Ethnographie* 85, 2, pp. 121-129.

- Frashëri, Kristo (1996) 'À l'assaut du pouvoir', in Combe, Sonia ; Ditchëv, Ivaylo (eds.), *Albanie utopie. Huis clos dans les Balkans*, Paris, Autrement, pp. 42-52.
- Grossman, Vassili (1980) *Vie et destin*, Lausanne, L'Âge d'Homme.
- Jandot, Gabriel (1994) *L'Albanie d'Enver Hoxha (1944-1985)*, Paris, L'Harmattan.
- Kasoraho, Amik (1996) *Një ankth gjymëshekullor. Shqipëria e Enver Hoxhës* [Une angoisse d'un demi-siècle, l'Albanie d'Enver Hoxha], Tiranë, Çabej.
- Kasoraho, Naxhi (2000) *Gjirokastra e Festivalit* [Gjirokastrë du festival], Tiranë, Albin.
- Kokona, Vedat (1989) *Fjalor shqip-frenjisht* [Dictionnaire albanais-français], Prishtinë, Rilindja.
- Kostallari, Androkli (1980) *Fjalor i gjuhës së sotme shqipe* [Dictionnaire de la langue albanaise d'aujourd'hui], Tiranë, Akademia e shkencave e RPS të Shqipërisë.
- Lubonja, Todi (1994) *Ankthi pa fund i Lirisë* [L'angoisse infinie de la liberté], Tiranë, Albin.
- Madhi, Sotir (1967) 'Lufta e PPSH kundër oportunitizmit të djathtë në vitet 1949-1955' [La lutte du Parti du travail albanais contre l'opportunisme de droite dans les années 1949-1955], *Studime Historike* IV, 3, pp. 43-58.
- Marko, Petro (2000) *Intervistë me vetvetën (Retë dhe gurët)* [Entretien avec moi-même. Les nuages et les pierres], Tiranë, OMSCA.
- Nova, Koço (1972) 'Pozita e gruas sipas së drejtës zakonore të Labërisë' [La position de la femme d'après le droit coutumier de Labëri], *Etnografia shqiptare* IV, pp. 37-52.
- Opoja, Sulejman (1995) *Jetë në pranga. Monografi për Sami Dangëllinë* [Une vie dans les chaînes. Monographie sur Sami Dangëllia], Tiranë, Eurorilindja.
- Tupja, Edmond (1996) 'Le "divorcé politique"', in Combe, Sonia, Ditchëv, Ivaylo (eds.), *Albanie utopie. Huis clos dans les Balkans*, Paris, Autrement, pp. 138-147.
- Verdery, Katherine (1996) *What Was Socialism, and What Comes Next?* Princeton, Princeton University Press.
- Vrioni, Jusuf, Faye, Eric (1998) *Mondes effacés. Souvenirs d'un européen*, Paris, Jean-Claude Lattès.
- Zhiti, Visar (2001) *Rruget e ferrit. Burgologji* [Les routes de l'enfer. Carcérologie], Tiranë, Onufri.